

# Grèce-Allemagne : vers le retour des stéréotypes nationaux ?

## Les identités et les valeurs européennes en question\*

Maximos Aligisakis

Reçu le 26.11.2015 – Accepté le 22.12.2015

### Título / Title / Titolo

Grecia-Alemania: ¿rumbo al retorno de los estereotipos nacionales? Las identidades y los valores europeos en cuestión

Greece-Germany: towards the Return of National Stereotypes? European Identities and Values in Doubt

Grecia-Germania: verso il ritorno degli stereotipi nazionali? Le identità e i valori europei in questione

### Résumé / Resumen / Abstract / Sommario

Ces dernières années, plusieurs indices confirment que les perceptions réciproques des Allemands et des Grecs ont été plutôt compliquées. Il est certain que la crise économique a contribué à alimenter le retour aux stéréotypes négatifs. Toutefois, au-delà des éléments d'ordre conjoncturel, la question la plus brûlante reste la fragilité de l'édifice identitaire européen. Cette situation hypothèque fortement la construction européenne. On remarque en effet que l'attachement à la nation est toujours plus fort que celui accordé à l'Union européenne. On constate par ailleurs que la thématique des valeurs sociales corrobore les incertitudes concernant l'avancement de l'intégration européenne. Plus que jamais, il devient donc nécessaire d'avoir une Europe solidaire, capable de dépasser la volonté de tous (la somme des intérêts des États membres) afin de créer une volonté générale, au sens rousseauiste du terme.

Numerosos indicios de los últimos años confirman que las relaciones entre griegos y alemanes han sido complicadas. Sin duda, la crisis económica ha contribuido al regreso de los estereotipos negativos. Más allá de estos elementos contingentes, el tema candente es sin duda la fragilidad del proceso de construcción de una identidad común a nivel europeo. Esta situación pesa enormemente sobre la integración europea. De hecho, la adhesión a la nación es todavía mayor que la adhesión a la Unión Europea. Es más, la incertidumbre en relación al avance de la integración europea se ve corroborada por el estudio de la cuestión de los «valores sociales». Hoy más que nunca, parece necesario tener una Europa solidaria, capaz de ir más allá de las voluntades de todos (suma de los intereses específicos de los Estados miembros) para generar una «voluntad general» en sentido rousseauiano.

Several signs confirm that, over the last period, relations between Greeks and Germans have been rather difficult. The economic crisis contributed to the come-back of negative stereotypes. Beyond these contingent elements, the hottest issue proves to be the relative fragility of the process of building a common identity at the level of Europe. This situation weighs on the European integration. In fact, the attachment to the nation is stronger than the attachment to the European Union. Moreover, the uncertainties regarding the progress made by the European integration are corroborated by the study of the question of «social values». It becomes urgent to have a solidary Europe, capable of going beyond the willingness of all (sum of the specific interests of the Member States) to generate a «general will», in the Rousseau sense of the term.

In questi ultimi anni, svariati indici confermano che le percezioni reciproche di Tedeschi e Greci sono state piuttosto complesse. La crisi economica ha contribuito ad alimentare il ritorno degli stereotipi negativi. La questione più scottante resta la fragilità dell'edificio identitario europeo. Questa situazione pesa fortemente sulla costruzione europea. Si nota che l'attaccamento alla nazione è sempre più forte di quello accordato all'Unione europea. Tra l'altro si constata che il tema dei valori sociali corrobora le incertezze riguardanti l'avanzamento dell'Unione europea. Ora più che mai è necessario avere un'Europa solidale, capace di oltrepassare la volontà di tutti (la somma degli interessi degli Stati membri) al fine di creare una volontà generale, nell'accezione rousseviana del termine.

### Mots-clé / Palabras clave / Keywords / Parole chiave

Stéréotypes, Grèce, Allemagne, identité européenne, identité nationale, valeurs sociales, capital social.

Estereotipos, Grecia, Alemania, identidad europea, identidad nacional, valores sociales, capital social

Stereotypes, Greece, Germany, European identity, national identity, social values, social capital.

Stereotipi, Grecia, Germania, identità europea, identità nazionale, valori sociali, capitale sociale

\* Certains arguments du présent article ont été exposés pour la première fois lors d'un Colloque intitulé « L'idée d'Europe. L'identité solidaire européenne en question » (Université de Genève, Global Studies Institute GSI, 7-8 mai 2015). Toutefois, la majorité des développements sont issus d'une intervention à la journée d'études du GSI (en partenariat avec le Centre Européen de la Culture) sur le thème « Intégration économique et démocratie : le cas de la Grèce » (Université de Genève, GSI, 18 juin 2015). Une version plus vaste et approfondie sera publiée, sous forme d'un chapitre, dans un ouvrage en préparation (*Pouvoir et société en Europe*, Academia / L'Harmattan, prévu en 2016).

Cette contribution a comme objectif de traiter l'éventuel retour des stéréotypes nationaux, et indirectement les tensions autour de la solidarité européenne, en prenant exemple sur les relations conflictuelles entre la Grèce et l'Allemagne durant la crise économique des années 2010. Toutefois, cette illustration, via les relations gréco-allemandes tendues, ne sera que prétexte à une réflexion plus générale sur la question des identités et des valeurs européennes. Dans ce cadre, nous utiliserons les enquêtes de l'opinion publique, notamment les Eurobaromètres. En conclusion, nous proposerons quelques pistes pour aller plus loin, en nous basant sur la politique sociale, la citoyenneté inclusive et la volonté générale européennes.

## La question des stéréotypes

Les stéréotypes ont la vie longue et ils ne se transforment pas facilement. C'est également vrai que, s'ils n'ont quasiment aucun fondement sérieux, ils peuvent produire des effets politiques et sociaux tout à fait réels. Le titre de l'ouvrage de Jeanneney (2000), emprunté à R. Aron, résume bien la thématique des stéréotypes : « une idée fautive est un fait vrai ». Dans son introduction à l'ouvrage, Jeanneney (2000 : 10) parle de

la luxuriance profuse des stéréotypes que les nations produisent inlassablement les unes sur les autres. On voit s'y mêler intimement le piquant et le sinistre, le glauque et le farfelu, la lucidité de l'humour et les aveuglements de la dérision, les pesanteurs héritées et les légèretés de la mode la plus fugace, les charmes de l'absurdité et les sottises de la haine.

En examinant la situation de plus près, on peut vite se rendre compte que tout dépend du contexte. Les stéréotypes ne jouent pas le même rôle en période de prospérité ou lors des crises, un argument exploré en profondeur par Guinaudeau et Kufer (2008) dans un article publié juste avant que la crise actuelle ne déploie ses effets. Pour ces chercheuses, la possibilité de construire un 'nous' européen par les stéréotypes, en utilisant leur potentiel affectif et intégrateur, est tout à fait réaliste. Certes, le stéréotype est un processus psychosocial d'observation et de comparaison, souvent déva-

lorisant ou péjoratif et toujours simpliste. Toutefois, selon les auteures, « la perception, même stéréotypée, des 'autres' Européens, peut engendrer une connaissance subjective propre à favoriser la confiance et la sympathie ».

Ainsi, dans une situation de paix et de relative tranquillité, comme celle de l'Europe en construction, les stéréotypes peuvent contribuer à créer un attachement potentiel entre citoyens européens ou de la confiance réciproque (comme entre Allemands et Français). D'une certaine manière, les stéréotypes domestiqués, un peu comme les blagues suisses entre les habitants des différents cantons, ouvrent la voie vers une vision positive. Quand les stéréotypes sont apprivoisés, l'Europe peut ronronner tranquillement. Mais, à notre sens, ce beau tableau peut vite changer dans les périodes de crise : les stéréotypes effarouchés et hors contrôle deviennent alors des minutions de haine et un cercle vicieux se met en marche ; nous pouvons alors parler d'une magnifique lune de miel conflictuelle. En effet, les stéréotypes sont toujours entre chien (domestiqué) et loup (sauvage, incontrôlable, dangereux).

Alors, la Grèce et l'Allemagne vivent-elles, actuellement, cette expérience, du stéréotype loup plutôt que chien ? Oui, il y a un danger réel de fin de la domestication des stéréotypes. La fable de la cigale et de la fourmi revient, ce qui est statistiquement faux (on sait que la cigale grecque travaille plus d'heures que la fourmi allemande) ; les blessures de la IIe Guerre mondiale s'ouvrent à nouveau ; on caricature de façon méchante et gratuite autrui. Olivier Cyran (2015) raconte comment le tabloïd berlinois *Bild* qualifiait Yanis Varoufakis, le ministre d'économie de Syriza jusqu'au référendum du 5 juillet 2015 : « butor, posterboy, grec menteur ou grec rapace, cyclo-nudiste d'extrême gauche ». Par ailleurs, les sondages allemands de cette période tendue montraient une forte hostilité envers la Grèce : plus de 50% des Allemands étaient pour une exclusion de la Grèce de la zone euro et environ 80% pensaient que le gouvernement Tsipras n'était pas sérieux. Même un journal de centre gauche comme *Die Zeit* jugeait le gouvernement grec complètement irresponsable.

Les caricatures, dans les deux pays, étaient féroces. Sans faire une enquête spéciale, nous n'avons eu aucune difficulté à trouver des exemples : il suffisait de regarder pendant une semaine la presse pour avoir l'embarras du choix des illustrations. Voici deux exemples caractéristiques, parus début juin 2015, dans la presse des deux pays.

Le journal allemand *Bild* présente le Programme de Cent Ans des Grecs, avec Varoufakis et Tsipras assis à la terrasse d'un café, vieillis et portant des panneaux indiquant : « libre de toute dette » et « payé ». On remarquera les toiles d'araignées entre eux et la table, signe de leur fainéantise absolue (image 1).

Le journal grec *Ethnos* présente un dialogue fictif entre le Président de la Commission européenne et les dirigeants allemands. Junker vient les informer : « Les Grecs réagissent ! ... Ils donnent de la voix !!! ». A quoi Schäuble et Merkel répondent, concernant les mesures à prendre : « Nous allons nécessairement nous adapter ! ... Quand on les exécutera, au lieu leur bander les yeux, on leur clouera le bec !!! ». L'allusion aux exécutions faites par les nazis durant la IIe Guerre mondiale en Grèce est évidente (image 2).

Face à cette situation tendue dans les médias, les journalistes, qui sont si souvent friands de sensationnel et d'émotionnel, commencent à se demander s'il ne faut pas mettre fin à l'escalade. Cependant, pour l'instant, tant les politiciens que les médias continuent

à monter les tours. Pour la première fois depuis 1945, les Grecs sont obsédés par les dirigeants allemands. Ils connaissent toutes les déclarations de Merkel et Schäuble, leurs vies, leurs déplacements. En grande partie, les Allemands aussi connaissent relativement bien les dirigeants grecs et certaines péripéties de la vie politique grecque. Ce n'est pas de la socialisation politique ou de la politisation des citoyens. Ce n'est qu'une malencontreuse résurgence des stéréotypes et des préjugés négatifs. « Dans les pays méditerranéens, et dans une certaine mesure en France, l'Allemagne est plus détestée qu'elle l'a jamais été depuis 1945 » (Streck, 2015 : 17)<sup>1</sup>.

Ce climat médiatique envenime le climat politique qui, à son tour, accentue les reportages négatifs. Un cercle vicieux, à la limite de la désinformation, s'instaure : si par hasard un article montre une image positive dans un média de l'autre pays, il est vite mis de côté (Yardley, 2015).

Dans une telle situation la route est ouverte au retour des essentialismes : les vieux réflexes ou clivages reprennent du service : Occident versus Orient, Nord versus Sud. Une anthropologue grecque (Couroucli, 2013) résume, de manière désabusée, la situation : les Grecs veulent le beurre, l'argent du beurre et même le sourire des philhellènes ... Peut-être ne reste-t-il plus

<sup>1</sup> Pour aller plus loin sur ce thème, cf. le dossier 'L'Allemagne et l'Europe' dans la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 47 (janvier-juin 2015).



Image 1



Image 2

que le dernier, et encore ! La crise grecque est un défi pour le projet européen et sa poursuite car elle procure du carburant à l'ethno-populisme, en Grèce comme en Europe. « La Grèce a capitulé, mais c'est le projet européen qui a été défait », avertit Yanis Varoufakis (2015 : 19).

## Quelle identité européenne ?

En réalité, le vrai problème n'est pas l'état des relations gréco-allemandes dans les médias, c'est la vision générale de l'UE en tant qu'entité, le sens même de l'intégration. A ce niveau, se pose la question de l'identité, dimension centrale pour toute formation sociale. Mais comment saisir concrètement cette identité et ses relations avec l'échelon national ? Certes, les sondages, comme les Eurobaromètres (EB), ne sont que la perception de la réalité, pas la réalité elle-même. Toutefois, capter les perceptions de la réalité constitue déjà une réalité à ne pas sous-estimer. Que nous disent donc ces sondages ? Ils confirment de manière diachronique que, dans l'alchimie complexe entre attachement national et européen, le premier sentiment prime encore et toujours sur le second. L'allégeance première est envers l'État-Nation. En effet, quel est donc l'attachement des Européens à l'Europe ?

Observons plus en détail quelques données. Si l'on pose la question de manière générale (vous sentez-vous citoyen de l'UE ?), la réponse est sans équivoque : deux tiers des Européens répondent positivement (EB n° 83, printemps 2015). Ce taux peut varier selon les pays ou les périodes mais il reste toujours élevé. Ainsi, même au pic de la crise économique-politique des années 2010, six Européens sur dix se sentaient Européens. Ce taux tombe un peu plus bas dans les pays qui ont le plus souffert de la crise (cinq Grecs et Chypriotes sur dix) mais, vu les circonstances, le sentiment européen obtient un pourcentage tout à fait honorable. Même les Britanniques, réputés eurosceptiques, se sentent Européens à 56%. Toutefois, ces positionnements ne nous disent pas grand-chose car il est plutôt difficile pour les Européens de déclarer qu'ils ne le sont pas ! Par

conséquent, il convient de comparer ces données avec les réponses concernant d'autres niveaux d'attachement identitaire, notamment l'échelon national.

Tout d'abord, si la fierté d'être Européen existe, l'attachement des Européens à leur ville ou leur village, leur région et surtout leur pays est de l'ordre de 90%, en légère hausse depuis la crise économique (Parlement Européen PE, 2015). La différence avec le niveau européen est importante : environ +30%. Mais l'élément le plus pertinent dans ces enquêtes est la réponse à la question : « vous voyez-vous comme National uniquement, comme National et Européen, comme Européen et National, comme Européen uniquement ? ». Grâce à cette question, nous pouvons faire un rapprochement avec certains des grands courants théoriques ou interprétatifs de l'intégration européenne. Ainsi, ceux qui répondent qu'ils se sentent uniquement nationaux seraient proche du républicanisme national-souverainiste. Ils constituent actuellement une très forte minorité (environ 40% selon l'EB n° 82 d'automne 2014), assez stable ces dernières années. Ce courant a même été majoritaire à quelques occasions, comme au début des années 2000 (période de l'introduction de l'euro) et tout au début de la crise économique-financière en 2010 (PE, 2015). Nous trouvons cette catégorie surreprésentée au Royaume Uni, en Grèce ou à Chypre. En revanche, les répondants sont peu nombreux au Luxembourg ou à Malte. Toutefois, la majorité des Européens (51% selon l'EB n° 82), et malgré quelques baisses conjoncturelles, se situe dans la catégorie des nationaux-européens, cette sorte de républicanisme ouvert à l'Europe (Schnapper, 2000). Les post-nationalistes, que l'on trouverait parmi ceux qui répondent se sentir Européens et Nationaux, constituent une minorité bien faible : 6 à 7% selon les années, avec une surreprésentation au Luxembourg et une sous-représentation en Grèce ou au Portugal. La catégorie des Européens « purs », que l'on pourrait qualifier de partisans du fédéralisme, ne sont que 1 à 2%.

La crise a changé la situation, surtout dans les pays du Sud qui en ont beaucoup souffert, notamment en Grèce ou à Chypre. Ces pays, initialement europhiles, sont passés dans le camp des eurosceptiques. En



revanche, les Allemands sont devenus moins nationaux que la moyenne européenne et ils s'approchent du modèle luxembourgeois qui a toujours donné un score élevé à l'europhobie<sup>2</sup>.

De toute manière, l'attachement à la nation, ainsi qu'à la région ou à la ville, est bien plus élevé que celui accordé à l'UE. Certes, il ne faut pas voir ces relations comme antagoniques<sup>3</sup>. Il n'empêche qu'il y a, quand même, des attachements que l'on aime plus que d'autres ! Les chercheurs ont démontré que les antagonismes entre identification nationale et européenne sont plus tendus et plus forts lors de périodes de crise. Dans le contexte de crise, le post-nationalisme, le fédéralisme, l'universalisme sont mis sous pression. C'est uniquement dans la mesure où l'Europe apparaît comme rempart qu'elle a quelques chances de s'en sortir aux yeux des Européens. Mais le plus souvent, c'est la Nation qui est perçue comme bouclier. En période de crise, les dimensions politiques (forces politiques, arbitrages) de la citoyenneté font reculer l'envie d'Europe. Du coup, même la dimension sociologique (l'idée de la collectivité) de la citoyenneté européenne est en baisse (Duchesne & Frogner, 2002). Plus généralement, ce que nous observons à propos de l'identité européenne est sa difficulté à créer du lien social. Les travaux de Duchesne (2010) démontrent l'existence d'un attachement ou d'une identification individuelle à l'Europe : on peut ainsi s'identifier soi-même comme Européen mais il n'y a pas un attachement collectif à l'imaginaire européen<sup>4</sup>. Il n'y a donc ni conscience collective européenne ni véritable solidarité ou mobilisation européennes. La soi-disant identité européenne n'est qu'une simple extension de l'identité nationale, mais vue sous l'angle des

visions et des intérêts individuels. A long terme, cela est un problème pour la construction européenne, surtout que le retour du nationalisme et du national-populisme guette.

Pour créer un sentiment d'appartenance à une communauté européenne, les leviers les plus importants aux yeux des Européens semblent être nombreux et fluctuants. Si l'on se fie aux enquêtes des récentes années (PE, 2015), les premières positions sont prises par les valeurs démocratiques (entre 37 et 47%), l'euro (40 à 41%), la culture (22 à 28%) et l'histoire (24 à 27%). Les sports occupent également une place importante (24% dans l'EB n° 82 d'automne 2014, autant que l'économie). A part l'attachement aux grandes valeurs comme la démocratie, le sentiment européen pivote entre un pôle utilitaire (l'euro et l'économie) et un autre pôle plus strictement identitaire (la culture et l'histoire). Toutefois, la religion ne fait pas vraiment partie de ce sentiment d'appartenance européenne (les mentions à cet item se situent sous le taux de 10%, EB n° 82). Au niveau des symboles, les scores restent aussi assez faibles mais le drapeau européen s'en sort un peu mieux que les autres : il est cité comme constitutif d'une identité européenne par environ 15% d'enquêtés tandis que l'hymne ne dépasse pas 7% des occurrences (PE, 2015). Indépendamment de toutes ces positions, il y a un point qui est significatif pour l'avenir d'une éventuelle société européenne : trois Européens sur quatre pensent que ce qui rapproche les citoyens des différents pays est plus important de ce qui les sépare (PE, 2015).

Les sondages précédents ouvrent la voie vers des débats tout aussi importants que difficiles. Une dimension fondamentale concerne la question des symboles, au sens large<sup>5</sup>. Les symboles permettent de se reconnaître sans obligatoirement se connaître. En effet, il faut s'interroger : l'histoire symbolique de l'Europe

<sup>2</sup> Pour d'autres commentaires, voir Dupoirier (2012).

<sup>3</sup> Comme le souligne Basilien-Gainche (2012), l'identité européenne se situe entre essentialisme et constructivisme et il ne s'agit ni d'une identité isolée ou isolable, ni d'une identité à part ; elle peut se trouver sous forme solvable dans l'identité nationale, dont elle fait au moins partiellement partie.

<sup>4</sup> Il y a une analogie entre l'attachement individuel des Européens à l'Europe et l'attachement individuel des personnes à la spiritualité ou à Dieu ; dans les deux cas, on évite le collectif, les institutions ou les églises. Sur la question de l'individualisation, cf. Bréchon (2013).

<sup>5</sup> À part les symboles officiels comme le drapeau, l'hymne, la devise et la journée de l'Europe, nous pouvons ajouter les passeports plus ou moins harmonisés de l'UE et surtout l'euro qui est certainement plus qu'une monnaie commune. Les images/dessins sur les billets ou la face européenne sur les pièces constituent un symbole d'unité, de confiance réciproque et de reconnaissance mutuelle.

contribue-t-elle à la création d'une identité, d'une émotion ou d'un sentiment européens ? Pour faire société, il faut de l'identité (culturelle et/ou politique) commune par le biais de symboles reconnus. Tout comme les valeurs, que nous examinerons plus loin, les acquis symboliques restent incertains et fragiles au niveau européen. Malgré une citoyenneté européenne formelle<sup>6</sup> et un début de symbolisme européen (Foret, 2008 ; Lager, 1995 et 2001), nous ne pouvons pas parler de culture ou d'identité communes.

Une autre dimension importante pour l'identité européenne est l'éducation à l'Europe. Comment enseigner l'Europe et comment la délimiter ? Selon Audigier (2015)<sup>7</sup>, l'Europe est un objet instable. Il porte nos divergences et nos passions, nos intérêts et nos opinions, nos attentes et nos peurs ; il divise nos sociétés ; il n'est porteur d'aucun consensus scientifique. Cela fait beaucoup pour un objet dont on réclame l'enseignement, cela fait beaucoup pour attendre des enseignants qu'ils résolvent, au niveau scolaire, ce qui ne l'est nullement dans l'espace public. Pour le moment, l'Europe s'enseigne, encore et toujours, d'un point de vue national. Le modèle concentrique (allant du local au mondial) domine largement les curriculums officiels en matière d'éducation citoyenne. L'Europe n'est qu'un niveau parmi d'autres. Certes, nous trouvons l'idée européenne du « vivre ensemble » et l'importance de l'interculturel ou de la diversité, mais nous sommes souvent au niveau du slogan. Ensuite, devant un objet d'enseignement particulièrement instable et controversé, nous avons régulièrement une vision téléologique de la construction européenne, un processus historiquement nécessaire. Les réalisations des institutions européennes sont analysées de façon formelle, presque sans conflits. La nouvelle tendance consiste à voir l'évolution de l'histoire européenne uniquement grâce à la coopération, l'échange, les mouvements de l'esprit... L'Europe des guerres et des luttes devient alors une « Europe tranquille ». Nous passons d'un extrême à un autre,

d'une instrumentalisation à une autre. Dans ce cadre, nous avons une grande difficulté à saisir l'Europe en construction, ou alors nous l'enseignons d'une manière aseptisée. Savoir ouvert et tourné vers l'avenir, l'Europe véhicule trop d'incertitudes. Il existe une difficulté capitale : pour que l'Europe scolaire ait du sens, il faut que l'Europe soit la traduction d'un projet politique. Pour « faire Europe », il faut socialiser les enfants à l'Europe. L'éducation post-nationale<sup>8</sup> n'est pas une affaire simple.

Si nous devons tenter une synthèse sur l'identité européenne, il semble que cette dernière est tout aussi évidente qu'introuvable. L'anthropologue français Abélès évoque cette situation avec élégance, en trouvant une jolie formule : « Être européen aujourd'hui, c'est tout à la fois une évidence ... et une échéance toujours retardée » (Abélès, 2006 : 61).

Toutefois, il est certain que l'Europe en construction change l'identité de ses citoyens et, à l'inverse, cette dernière change la nature de la construction européenne, même si ce changement n'est pas un phénomène venant d'en bas et bien que ce processus suscite des résistances multiformes. A la longue, la socialisation européenne fera son travail créant une identité européenne. Toutefois, nous émettons des doutes sur la nature solidariste de cette identité. La domination de l'économie du marché (un euphémisme pour parler du mode de production capitaliste) et la faiblesse du lien social en Europe poussent clairement vers une allégerance forte au processus de mondialisation et au primat de l'individualisme.

Pour trouver une véritable identité européenne, en suivant l'analyse de Sanchez-Mazas et de Gély (2005), il faut passer de l'appartenance à une citoyenneté forte. Les auteurs critiquent non seulement les appartenances nationales mais aussi le patriotisme juridique européen figé. L'UE propose, pour l'instant, une citoyenneté européenne essentialisée par le biais des principes démocratiques, simples symboles abstraits d'appartenance. Il s'agit d'aller plus loin, vers une citoyenneté réflexive (capable de réfléchir à sa propre existence) et vers une

<sup>6</sup> Selon les Traités européens « est citoyen de l'Union, toute personne ayant la nationalité d'un État membre ».

<sup>7</sup> Voir aussi Bozec (2010).

<sup>8</sup> Cf. Ferry et Libois (2003) ainsi que Ferry et de Proost (2003).

identification qui considère l'identité comme choix et non comme imposition. D'une certaine manière, on ne naît pas européen, on le devient. Pour cela, il convient de dépasser la citoyenneté « mince » (de la nation ou du post-nationalisme formel, ou encore la libre circulation des personnes et de l'économie) pour créer une citoyenneté de participation aux décisions et un espace public permettant une approche communicationnelle des identités. Tant que la citoyenneté européenne restera prisonnière de l'insignifiance politique, de l'identité nationale ou du caractère abstrait du patriotisme juridique, l'identification libre et autonome des citoyens au projet européen ne pourra pas se faire.

## Les valeurs sociales

La question des valeurs est une autre dimension fondamentale. Les valeurs sociales sont un ensemble de règles qui guident la conduite des individus et des groupes. On peut se demander si les Européens ont des valeurs communes liées à un fond culturel propre, ou faut-il parler d'un « polythéisme » des valeurs, fédérées par des règles institutionnelles partagées (par exemple, un traité ou une constitution) ? Pour notre part, nous allons faire la distinction entre valeurs européennes et valeurs des Européens. Les valeurs européennes, que nous trouvons dans les textes officiels, sont des éléments constitutifs de l'UE<sup>9</sup>, tandis que les valeurs des Européens sont les règles qui gèrent le comportement quotidien des citoyens (tolérance, confiance envers autrui, importance de la famille, de la religion ou du travail, etc.).

Nous disposons de nombreuses enquêtes empiriques (Eurobaromètres, European Values Surveys) sur les valeurs européennes et les valeurs des Européens. Il est donc possible d'avoir une image comparative (synchronique et diachronique) sur les perceptions des

<sup>9</sup> « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes » (article 2 du Traité sur l'UE).

valeurs et le positionnement des sondés. Les enquêtes quantitatives sur les valeurs montrent des différences culturelles et socio-économiques entre les pays mais aussi une diversification des attitudes entre les multiples groupes de citoyens selon l'âge, le sexe, le niveau de formation. Cependant, il convient de rester prudent tant sur les données que sur leur interprétation.

Les valeurs identitaires européennes citées pêle-mêle sont la démocratie, les droits de l'homme, la liberté de circulation, l'euro, la paix, le marché ou encore le modèle social. Les préoccupations environnementales prennent aussi de plus en plus de place. Mais il convient de voir plus précisément comment ces valeurs sont situées dans l'esprit des Européens. Il y a deux positionnements : les valeurs que les Européens s'attribuent à eux-mêmes (tableau 1) et les valeurs qu'ils attribuent à l'Europe, celles qui la représentent le mieux (tableau 2).

Tableau 1 : Valeurs personnelles des Européens  
(les trois items les plus forts et les trois items les plus faibles)

2008 (EB 69, printemps 2008)	2014 (EB spécial 415, série 81.2, mars 2014)
La paix 45%	Les droits de l'Homme 43%
Les droits de l'Homme 42%	La paix 41%
Le respect de la vie humaine 41%	Le respect de la vie humaine 40%
L'épanouissement personnel 11%	L'épanouissement personnel 9%
Le respect des autres cultures 9%	Le respect des autres cultures 9%
La religion 7%	La religion 5%

A propos du tableau 1 sur les valeurs des Européens, nous observons que le trio de tête reste le même dans le temps, avec quelques petites variations, comme d'ailleurs les valeurs les plus faiblement mentionnées. La démocratie et la liberté individuelle obtiennent des taux qui s'approchent du trio principal tandis que la tolérance ou la solidarité sont plus proches des items faiblement notés. Au niveau des pays ou des variables socio-économiques, il y a quelques éléments pertinents à signaler. Ainsi, la solidarité comme valeur est mentionnée par plus qu'un quart des personnes au Portugal (28%) et en Grèce (29%) lors de l'enquête de 2014. C'est fort significatif pour la problématique développée dans cette contribution. Par ailleurs, les jeunes adultes

citent souvent l'égalité comme valeur (29%), le double du score obtenu chez les personnes âgées (nées avant 1946). En revanche, ces dernières donnent un score plus élevé que la moyenne à la paix.

Tableau 2 : Les valeurs européennes  
(les trois items les plus forts et les trois items les plus faibles)

2008 (EB 69, printemps 2008)	2014 (EB spécial 415, série 81.2, mars 2014)
Les droits de l'Homme 37%	La paix 37%
La paix 35%	Les droits de l'Homme 32%
La démocratie 34%	La démocratie 30%
La tolérance 10%	La tolérance 9%
La tolérance 4%	L'épanouissement personnel 3%
La religion 3%	La religion 3%

Par rapport aux valeurs des Européens, les valeurs qui représenteraient l'Europe (tableau 2) sont très légèrement différentes. Nous observons surtout que la démocratie fait partie du trio de tête des valeurs européennes, ce qui n'était pas le cas pour les valeurs des Européens. Par ailleurs, le respect des autres cultures, qui au niveau personnel est une valeur faiblement notée, s'approche du trio de tête concernant les valeurs européennes. Notons encore que les non-réponses (ou l'absence de mention d'une valeur) obtiennent des scores élevés, signe que les Européens savent mieux donner leur positions sur les valeurs alors qu'ils ont plus de difficultés à situer celles attribuées à l'Europe. Au niveau des pays, signalons que la démocratie est la valeur phare de l'Europe pour les Danois (45%) et que la liberté individuelle obtient des scores importants dans plusieurs PECO. Pour ce qui est des variables socio-économiques, ce sont les personnes les plus longtemps formées qui mentionnent beaucoup plus fortement la démocratie, les droits de l'Homme ou l'État de droit que les personnes ayant quitté les études avant 16 ans.

Concernant les valeurs économiques et sociales, les Européens considèrent que l'intervention de l'État dans leurs vies est importante (67%)<sup>10</sup> et que les criminels de-

vraient être punis plus sévèrement (82%). Ils sont très partagés sur l'apport des immigrants au pays (48% sont d'accord, 45% sont en désaccord). L'intervention de l'État est plus fortement perçue dans les pays du Sud de l'Europe, les sondés des PECO réclament des punitions plus sévères pour la criminalité, les pays scandinaves et le Nord semblent apprécier plus clairement l'apport de l'immigration.

Il est également important d'examiner s'il existe ou non une proximité de valeurs, si les sondés considèrent que les pays européens partagent les mêmes valeurs. Ici, l'effet conjoncturel, dû à la crise, semble jouer un rôle. Quand la crise n'était pas encore vraiment à l'ordre du jour en Europe, il y avait une majorité des Européens (54%) qui penchait pour l'existence de valeurs partagées tandis qu'un tiers considérait qu'il y avait éloignement sur ce thème (EB 69, printemps 2008). Quelques années plus tard (EB spécial 415, série 81.2, mars 2014), seulement 42% des Européens croyaient à la proximité des valeurs entre les pays de l'Union tandis que 50% se prononçaient pour des valeurs distinctes. Dans la plupart des pays frappés par la crise, comme à Chypre, le partage des valeurs a chuté de plus de 20% en l'espace de deux ans.

Proche du questionnement sur les valeurs est celui sur le capital social (CS). Il s'agit du réseau de relations entre individus, des liens horizontaux, de la réciprocité généralisée, de la confiance envers les autres et dans les institutions, de l'associativité, des actions visant des objectifs communs. Ce type de capital constitue ainsi une richesse fondamentale pour l'individu, pour le groupe et pour toute la formation sociale. Plusieurs définitions peuvent être proposées et les débats théoriques sont nombreux. Retenons plus particulièrement les réflexions de Bourdieu (1980) qui insiste sur le « réseau durable de relations » mais aussi sur les « connaissances et reconnaissances mutuelles plus ou moins institutionnalisées » qui procurent une « somme des capitaux et des pouvoirs ». De toute manière, le CS est à la fois une ressource supplémentaire dans la course à la compétitivité et au maintien des inégalités sociales, mais également une dimension 'solidariste' au service de la justice

<sup>10</sup> Sur les positions des Européens par rapport à l'économie du marché et ses différentes dimensions, cf. François (2013).



sociale, l'engagement et la tolérance. Alors, quelle est l'utilisation que nous pouvons en faire dans le cas de l'UE ?

Pour répondre à cette question, nous pouvons nous référer à des indices concrets, à des manifestations matérielles du CS, comme la sociabilité informelle (liens entre amis et voisins, contacts directs en vue de coopérer ou d'échanger) et surtout la confiance envers les autres et les institutions. En effet, la confiance est une sorte de condition consubstantielle du CS. Ce dernier ne peut fonctionner sans la première. Sans cet ethos de confiance aucun véritable développement économique, politique ou social n'est vraiment possible dans une formation sociale. Même si le concept reste complexe et multidimensionnel, il peut être mesuré : par exemple, la confiance envers les autres personnes (concitoyens, voisins, etc.) mais aussi dans les institutions politiques ou administratives (le gouvernement, la justice, la police, les partis politiques, les syndicats, etc.).

Bréchon (2003) et Tournier (2013), en se basant sur les enquêtes des valeurs, analysent diverses variables et leur pertinence explicative à propos du niveau du CS. Il ne fait pas de doute que la variable nationale joue un rôle indéniable. Sur la plupart des critères (confiance envers autrui, relations avec les amis, confiance dans les institutions, niveau d'associativité, volontariat, ...), nous observons des scores élevés pour les pays scandinaves et du Nord, suivis par les pays de l'Europe occidentale. Les pays du Sud et de l'Est du continent partagent des niveaux faibles de CS<sup>11</sup>. Selon Bréchon (2003), la religion peut également être considérée comme une variable explicative intéressante. Là où le protestantisme est dominant (surtout pour les pratiquants de cette religion), le CS est plus élevé que la moyenne. Toutefois, la profession et le revenu sont parmi les variables les plus pertinentes du niveau de CS : les professions libérales et ceux qui disposent de hauts revenus ont également plus de CS. Une très grande distance s'observe alors avec

les ouvriers et les personnes à bas revenu. Le niveau d'éducation et de formation, qui sont à la source des inégalités des revenus et des professions, influencent également très fortement le CS (par exemple, les détenteurs d'un diplôme d'éducation supérieure ont tendance à un niveau de CS plus élevé). Enfin, les sociétés avec une redistribution forte des revenus et un État-providence efficace affichent un haut niveau de confiance, la quintessence du CS (Tournier, 2013).

Mais il faut encore se poser la question : quelle est la relation entre CS et liens sociaux (forts ou faibles) ? En principe, c'est dans les liens faibles (politique, espace public, associativité) que le CS est fort. Ceci permet de considérer qu'un inconnu n'est pas obligatoirement un ennemi. Par contre, le CS est faible dans le cas d'une primauté des liens forts (famille, amis proches, clans). Dans ce cadre, l'inconnu inspire méfiance. On parle aussi d'un clivage entre sociétés froides (liens faibles, CS fort), comme dans le Nord de l'Europe, et sociétés chaudes (liens forts, CS faible), comme dans le Sud du continent. Globalement, nous pouvons constater que le CS est inégalement réparti entre les pays et les classes sociales. Quant à la confiance dans les institutions européennes, elle reste très incertaine même si l'allégeance aux institutions nationales n'est pas obligatoirement meilleure.

## Conclusion

La question la plus importante est, surtout et avant tout, la politique globale de l'UE : l'Europe en construction proposera-t-elle une solution commune ? En effet, s'il n'y a pas de solidarité européenne concrétisée par une politique sociale, tôt ou tard, l'Europe risque de se diviser à nouveau. Et le danger est bien là. Car la politique sociale européenne est vraiment absente. L'UE semble pourtant entreprendre beaucoup d'actions en matière sociale. Pour s'en convaincre, voici quelques exemples des politiques sociales européennes : les politiques communautaires de l'emploi ; le dialogue social et la participation des travailleurs ; la santé, l'hygiène et la sécurité au travail ; l'égalité homme-femme ; les actions pour les groupes cibles comme les handicapés et les

<sup>11</sup> Les réponses des Européens dans une enquête spéciale de l'Eurobaromètre (EB spécial n° 223, terrain décembre 2005, publication février 2005) confirment largement ce « dégradé » du CS, allant du Nord et de l'Ouest vers le Sud et l'Est.

personnes âgées ; la lutte contre la pauvreté ; la politique contre les discriminations ; les divers Fonds de cohésion. Mais le système social européen demeure d'ordre régulateur et incitatif, sans réel rôle de redistribution. En effet, il y a une contradiction fondamentale : d'un côté, le besoin d'être compétitif, ce qui crée des « vulnérables » ; de l'autre, la nécessité de prendre en charge les démunis que le système produit. Étant donné que l'on ne remet pas en cause la création de « vulnérables », il ne reste plus qu'à les gérer. Mais avec la crise, même cette simple tâche de gestion n'est plus entièrement assumée. Le fait d'obéir aveuglément au principe de la concurrence est mortel pour la solidarité. Dans ce cadre, la concurrence dicte la politique européenne, le social récolte les coups et les dégâts. En réalité, ce dont l'Europe en voie d'intégration a besoin, pour dépasser sa nature asociale, c'est de solidarité. Sans solidarité effective via une politique sociale européenne, l'UE ne créera jamais de l'identité européenne. Dans ce cadre, pour revenir à notre couple infernal (Allemagne-Grèce), les Européens doivent jouer la solidarité envers les Grecs et ces derniers doivent être capables, pour faire leur part de solidarité, de transformer positivement les structures sociales, économiques et mentales qui perdurent dans le pays. Il faut renverser clientélismes et corruptions. En effet, à côté des Européens, la classe politique grecque est grandement responsable de la situation actuelle.

Finalement, pour sauver tant la Grèce que l'Europe de l'impasse actuelle, ne faudrait-il pas introduire plus de démocratie et plus de solidarité ? Les idées ne manquent pas pour créer une adhésion sociale européenne par les politiques sociales de l'Union. Dans ce cadre, notons la proposition de Ferry (2000) pour une citoyenneté sociale européenne et un Revenu Primaire Inconditionnel (RPI), véritable tremplin pour avoir une société européenne. L'idée fondamentale serait que tout citoyen de l'UE ait un revenu de base. Cela amènerait à l'officialisation de l'État social européen mais aussi la création d'un secteur quaternaire (économie sociale ou solidaire, travail personnel ou autonome, laboratoire d'innovation sociale). Ce RPI, de nature préredistributive, permettrait la création d'un fort lien social européen. La

réorganisation du temps de travail, afin de produire non seulement des biens mais aussi de la socialité, est un autre argument à mentionner (Balibar, 2001). Toutefois, de toute évidence, nous sommes très loin de la réalisation de tels modèles.

Actuellement, l'Europe ne produit pas de l'identité car elle est prisonnière des visions nationales en cohabitation. Sur ce point, la distinction de Rousseau entre volonté de tous et volonté générale est très utile. En effet, il y a une différence fine entre ces deux notions : la volonté de tous est la somme des intérêts privés, tandis que la volonté générale représente l'intérêt public et général<sup>12</sup>. Les intérêts privés s'opposent, voire s'annulent mutuellement. L'intérêt commun ou public est plus global. La volonté de tous est un marchandage entre les membres d'une communauté. La volonté générale est l'objectif supérieur d'une communauté. L'UE ne fait que pratiquer la volonté de tous aux dépens de la volonté générale. La volonté de tous est liée aux décisions des 28 pays de l'UE, mais sans volonté générale, sans un acte constitutionnel ou un acte de solidarité de l'UE dans son ensemble, capable de transcender le continent, et faute duquel on n'ira pas très loin<sup>13</sup>. Il nous faut donc une Europe citoyenne de la volonté générale, une sorte d'utopie européenne, pour générer de l'identité européenne. Quand la réalité est catastrophique, la seule voie réaliste qui reste n'est autre que l'utopie. Ou, pour le dire avec le poète René Char (2007 : 30) : « qui n'a pas rêvé d'un monde qui débiterait avec des intentions ? ». Et le même auteur, dans le maquis, traçait les intentions européennes et universelles : « Viendra le temps où les nations sur la même marelle de l'univers seront aussi étroitement dépendantes les unes des autres que les organes d'un même corps, solidaires en son économie » (Char, 1967 : 114).

<sup>12</sup> Voici la phrase de Rousseau, tirée du *Contrat social* (livre II, chapitre III) : « Il y a souvent bien de la différence entre la volonté de tous et la volonté générale ; celle-ci ne regarde qu'à l'intérêt commun, l'autre regarde à l'intérêt privé, et n'est qu'une somme de volontés particulières ».

<sup>13</sup> Todorov (2007 : 340 sv) fait une argumentation assez proche de la nôtre, en évoquant la dialectique de l'unité et de la pluralité chez Rousseau. Dans ce cadre, la volonté de tous est nombre, quantité, majorité tandis que la volonté générale est une vision qualitative qui inclut les différences.

## Références

- ABÉLÈS, Marc (2006), *Politique de la survie*, Paris : Flammarion.
- AUDIGIER, François (2005), « La dimension européenne dans les enseignements d'histoire, de géographie et de citoyenneté », Maximos Aligisakis, *Europe et mémoire : une liaison dangereuse ?*, Genève : Euryopa, pp. 71-95.
- BALIBAR, Etienne (2001), *Nous, citoyens d'Europe ? Les frontières, l'État, le peuple*, Paris : La Découverte.
- BASILLEN-GANCHE, Marie-Laure (2012), « L'identité européenne : We the European Peoples ? », Dominique Rynié (dir.), *L'Opinion européenne en 2012*, Paris : Lignes de Repères, Fondation Robert Schuman, Fondation pour l'innovation politique, pp. 91-99.
- BOURDIEU, Pierre (1980), « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, pp. 2-3.
- BOZEC, Géraldine (2010), « L'Europe au tableau noir. Comment les instituteurs français enseignent-ils l'Union européenne aujourd'hui ? », *Politique européenne*, 30, pp. 153-186.
- BRÉCHON, Pierre (2003), « Confiance à autrui et sociabilité : analyse européenne comparative », *Revue internationale de politique comparée*, 10 (3), pp. 397-414.
- (2013), « L'individualisation des sociétés européennes », *Futuribles*, 395, pp. 119-136.
- CHAR, René (1967), *Fureur et mystère*, Paris : Gallimard.
- (2007), *Lettera amorosa*, Paris : Gallimard.
- COUROUCLI, Maria (2013), *L'europanisme mis en question : récits ethno-orientalistes de la crise grecque*, Nanterre : Société d'ethnologie (conférence E. Fleischmann VII).
- CYRAN, Olivier (2015), « 'Bild' contre les cyclo-nudistes », *Le Monde diplomatique*, mai 2015, p. 19.
- DUCHESNE, Sophie (2010), « L'identité européenne, entre science politique et science-fiction », *Politique européenne*, 30, pp. 7-16.
- DUCHESNE, Sophie & FROGNIER, André-Paul (2002), « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *Revue française de science politique*, 52 (4), pp. 355-374.
- DUPOIRIER, Elisabeth (2012), « L'identité européenne dans la tourmente des crises », Dominique Rynié (dir.), *L'Opinion européenne en 2012*, Paris : Lignes de Repères, Fondation Robert Schuman, Fondation pour l'innovation politique, pp. 41-53.
- FERRY, Jean-Marc (2000), *La question de l'État européen*, Paris : Gallimard.
- FERRY, Jean-Marc & DE PROOST, Séverine (dir.) (2003), *L'École au défi de l'Europe*, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- FERRY, Jean-Marc & LIBOIS, Boris (dir.) (2003), *Pour une éducation post-nationale*, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- FORET, François (2008), *Légitimer l'Europe*, Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- FRANÇOIS, Abel (2013), « Les Européens et l'économie du marché », *Futuribles*, 395, pp. 93-104.
- GUINAUDEAU, Isabelle & KUFER, Astrid (2008), « De l'Allemand organisé, l'Italien romantique et l'Anglais dandy à l'Européen chrétien, fortuné et démocrate ? Le potentiel affectif des stéréotypes nationaux et européens », *Politique européenne*, 26, pp. 121-141.
- JEANNENEY, Jean-Noël (dir.) (2000), *Une idée fautive est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe*, Paris : Odile Jacob.
- LAGER, Carole (1995), *L'Europe en quête de ses symboles*, Berne : Lang.
- (2001), *L'euro dans le processus de légitimation interne de l'Union européenne*, Genève : Université de Genève.
- PARLEMENT EUROPÉEN (PE) (2015), *Les grandes évolutions de l'opinion publique européenne à l'égard de l'UE* (Étude exploratoire effectuée pour le PE en 2015) [[http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2015/major\\_change/eb\\_historical\\_deskresearch\\_fr.pdf](http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2015/major_change/eb_historical_deskresearch_fr.pdf)]
- SÁNCHEZ-MAZAS, Margarita & GÉLY, Raphaël (2005), « Des appartenances aux identités : vers une citoyenneté politique européenne », *Connexions*, 84, pp. 73-86.
- SCHNAPPER, Dominique (2000), *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, Paris : Gallimard.
- STREECK, Wolfgang (2015), « Une hégémonie fortuite », *Le Monde diplomatique*, mai 2015, pp. 17 & 20.

- TODOROV, Tzvetan (2007), « Construire une mémoire commune ? », Bronislaw Geremek & Robert Picht (dir.), *Visions d'Europe*, Paris : Odile Jacob, pp. 335-344.
- TOURNIER, Vincent (2013), « Le capital social en Europe. Confiance, sociabilité, vie associative », *Futuribles*, 395, pp. 25-40.
- VAROUFAKIS, Yanis (2015), « Leur seul objectif était de nous humilier », *Le Monde diplomatique*, août 2015, pp. 1 & 18-19.
- YARDLEY, Jim (2015), « As Insults Fly in the Greek and German Media, Some Wish for Less News », *New York Times*, 30 May 2015, p. A9.